

Juncker sommé de se prononcer sur « l'affaire Barroso »

Le médiateur européen exige que le président de la Commission soit clair sur l'embauche de son prédécesseur par Goldman Sachs.

JEAN-JACQUES MÉVEL  @jjmevel
CORRESPONDANT A BRUXELLES

BRUXELLES La pause de l'été n'a pas éteint le « scandale » Barroso. Au contraire, il s'enflamme de plus belle et l'ex-patron de la Commission européenne doit affronter une première charge officielle, venue du cœur des institutions de l'UE : l'Irlandaise Emily O'Reilly, forte de son mandat de médiateur européen, a demandé mardi à Jean-Claude Juncker de « clarifier » sa position sur le pantoufle de son prédécesseur chez Goldman Sachs International, branche britannique du géant américain de la finance.

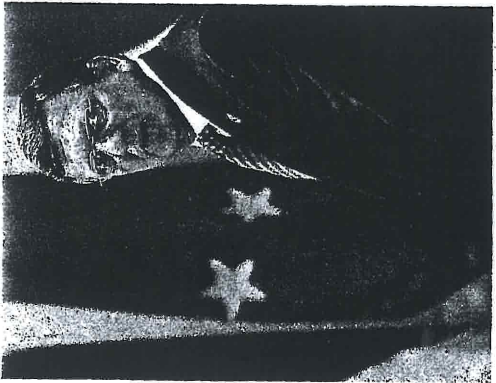
La démarche de José Manuel Barroso « suscite le trouble à un moment très délicat pour l'UE, en particulier pour la confiance des citoyens envers leurs institutions », écrit Emily O'Reilly. C'est une

question d'intérêt public qui doit être réglée de façon ouverte et détaillée par la Commission ». La médiatrice, élue par le Parlement européen pour enquêter sur les écarts de conduite des eurocrates, donne à Jean-Claude Juncker jusqu'au 14 octobre pour réagir.

Pétition électronique

La Commission vient d'invoquer la morale pour exiger du géant Apple un redressement fiscal de 13 milliards. Mais elle reste jusqu'ici quasi muette sur le sulfureux tournant de carrière de son ex-patron. Un porte-parole assurait mardi que toutes « les règles ont été respectées » dans le cas Barroso et que l'exécutif européen « est exemplaire » sur le dossier.

La médiatrice de l'UE en doute ouvertement. « Il ne suffit pas de dire qu'aucune règle n'a été violée, écrit-elle. Il faut tenir compte de l'esprit et de l'intention qui



José Barroso, à Vientiane (Laos) en 2012. DAMIR SAGOLJ/REUTERS

sous-tendent le traité européen. » Si nécessaire, poursuit Emily O'Reilly, la Commission doit aussi amender « dès que possible » le code de conduite qu'elle impose à ses ex-fonctionnaires.

L'ancien premier ministre portugais a respecté le droit. Il s'est tenu au délai de décence prescrit, dix-huit mois entre le départ de Bruxelles et l'embauche d'où peut surgir le conflit d'intérêts. Mais sur le fond, la juriste irlandaise invoque la même disposition du traité de Lisbonne que François Hollande, lorsqu'il avait dénoncé l'atterrissage chez Goldman Sachs comme « personnellement et moralement inacceptable ». L'article 245 impose en effet aux anciens de l'UE des « devoirs d'honnêteté et de délicatesse quant à l'acceptation (...) de certaines fonctions ou de certains avantages ».

S'y ajoute l'opportunité qui crée le scandale. José Manuel Barroso a mis le feu aux

poudres en avouant qu'il aidera la banque d'affaires à négocier, de Londres, le cap difficile que le Brexit imposera au Royaume-Uni et à la City. En clair, il est disposé à servir l'adversaire avec l'expérience et les contacts accumulés pendant dix ans à la tête de l'UE. Dans ce divorce historique, il pourrait même avoir comme interlocuteur son ancien commissaire, le Français Michel Barnier, nommé chef négociateur européen, note malicieusement Emily O'Reilly.

Les ennuis de rentrée de l'ex-président pantouflard ne s'arrêtent pas là. Une pétition électronique en faveur de sanctions « fortes et exemplaires » réunit à ce jour plus de 120 000 signatures. Lancée début août, elle est soutenue par de nombreux fonctionnaires européens. Les auteurs veulent la déposer à la fin du mois sur le bureau de Jean-Claude Juncker, et ceux de Donald Tusk et Martin Schulz, deux autres présidents de l'UE. ■